



SANTÉ



Activité physique

Mesures de préventions et réaction lorsque survient un point de côté?

L'exercice physique est utile pour rester en bonne santé, mais il arrive de sentir un inconfort lors de la pratique. C'est le cas du point de côté qui est une douleur aiguë brutale sans signe précurseur, qui apparaît en haut de l'abdomen juste sous les côtes au cours de l'effort...

PAGE 10

DEVELOPPEMENT DURABLE



Electrification

Komi Sélom Klassou parle de la stratégie du Togo à Washington

Pour l'émergence du Togo d'ici 2030, l'Etat mise grand en développant plusieurs politiques publiques qui devraient réduire l'extrême pauvreté. L'électrification nationale dont la stratégie...

PAGE 11

Vie des centres de lecture et bibliothèques de l'intérieur

Dons aux Clac de Sotouboua, Tchamba et Pagouda

Les Centres de lecture et d'animation culturelle (Clac) de Sotouboua, Tchamba et Pagouda, ont été bénéficiaires ...

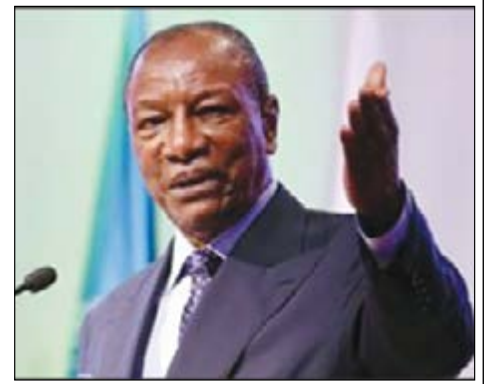
PAGE 9

Dialogue inter-togolais, cinq mois après

Que dire de la médiation de Condé et d'Addo ?

Placés sous la facilitation des président ghanéen Nana Akufo-Addo et guinéen Alpha Condé, les pourparlers entre la Coalition des 14 partis de l'opposition, le gouvernement togolais et le parti présidentiel Union pour la République durent depuis 5 mois...

PAGE 3



Prochains meetings de la C14

Le gouvernement met la Coalition devant ses responsabilités

Comme elle l'a annoncé en début de semaine, la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition togolaise, compte organiser des meetings d'information à l'endroit de ses militants à partir du 12 juillet prochain sur l'ensemble du territoire. Conformément à la loi et comme d'habitude, elle a adressé une correspondance au ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales, Payadowa Boukpepsi...

PAGE 3

CONFIDENTIEL

Au sujet des manifestations de la C14, Tikpi Atchadam opposé aux autres leaders

L'idée d'organiser des marches avant le sommet de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) n'est pas du goût de tous les leaders de la Coalition des 14 partis de l'opposition. Elle divise des figures emblématiques de la Coalition qui s'entredéchirent, les uns défendant qu'elles sont de bonnes sources de pression, les autres, qu'elles sont anti diplomatiques et donc défavorables à certaines discussions de coulisses en bonne voie pour la C14 auprès de certaines personnalités influentes de la Cédéao...

PAGE 3

17ème forum annuel de l'AGOA

Après le visa textile, quels autres visas pour les produits togolais ?

Les Etats-Unis ont accordé au Togo le visa textile, à l'issue du Forum de l'AGOA qui s'est tenu à Lomé en 2017. Les choses devraient normalement évoluer mais, le Togo doit pour le moment se contenter d'exporter pour le moment les produits ...

PAGE 5



	SOMMAIRE	Burkina-Faso / Procès du putsch manqué Des militaires putschistes ont reçu des transferts d'argent en provenance de la Côte d'Ivoire 	Banque mondiale Togo La Mauritanienne Hawa Wagué prend fonction 	Fonds d'aide à la Culture Environ 400 millions débloqués 	Journée mondiale de la population La planification familiale, un droit de l'Homme à consolider 	Sommet Cedeao-CEEAC Réunion des experts depuis mardi à Lomé 
		P 4	P 5	P 9	P 10	P 11



INTERNATIONAL MONETARY FUND

WASHINGTON, D. C. 20431

REPRESENTATION RESIDENTE AU TOGO

Hôtel 2 Février
Tel. 22 21 91 87 Fax. 22 21 38 87
B.P. 2702, Lomé, Togo

CABLE ADDRESS
INTERFUND

ANNONCE

La Représentation Résidente du Fonds monétaire international (FMI) au Togo offre un poste de stagiaire pour une durée de six mois pour aider à soutenir l'activité du bureau.

Les taches

- Le stagiaire aidera les autorités togolaises et le bureau sur le suivi des différentes réformes dans le cadre de la Facilite Elargie de Crédit (FEC) du FMI.
- Le stagiaire contribuera au développement de mécanismes de suivi régulier de l'économie togolaise.
- Le stagiaire contribuera au programme de développement des capacités (série de formations pratiques) du bureau pour les autorités togolaises.
- Le stagiaire sera également utile pour la préparation d'un projet analytique pour l'équipe du Togo.

Compétences :
Master ou Doctorant en Economie ou Statistiques. Forte capacité analytique requise et bonne base en anglais souhaitée.

Dates : Immédiatement (avec une flexibilité)
Durée : 6 mois
Lieu : Bureau du FMI au Togo
Rémunération : Gratification de stagiaire

Faire parvenir CV et lettre de motivation par courrier à la Représentation Résidente du FMI au Togo (Hôtel 2 Février, Suite 304) ou par email NKINIVBOH@IMF.ORG avec copies à ISOWOU@IMF.ORG et STAPSOBA@IMF.ORG.

Délai de dépôt : 30 juillet 2018

Agou

Renforcement des capacités en technique agro-pastorale

Une trentaine d'artisans membres de l'Union des Groupements des Femmes Rurales du Togo (UGFRTO) de la région des Plateaux prennent part du 3 au 19 juillet 2018 à Agou, à un atelier de renforcement de capacités en agro-pastoral sur le thème "

Perfectionnement des artisans membres de l'UGFRTO en Agro-pastoral".

Cette formation a été initiée par la Chambre régionale d'agriculture des Plateaux avec l'appui financier et technique du Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP) et du Centre agro-pastoral et de promotion des entreprises (CAPESARL).

L'objectif visé par cette formation est d'accroître les potentialités et les compétences des participants d'une part en identification des types de productions en agriculture et en élevage, et application d'une technique de production d'une semence et d'une espèce animale d'autre part.

Golfe-Tchaoudjo / BEPC 2018

Tournée des deux préfets

Les préfets de Tchaoudjo et de la Kozah respectivement les Col. Mompion Matéindou et Bakali Hè mou Badibawu, ont effectué le 3 juillet 2018, une tournée dans certains centres d'écrit de l'examen du BEPC dans leurs préfectures.

Le but de cette tournée a été de constater le démarrage effectif des épreuves écrites, prodiguer des conseils aux candidats et régler d'éventuels problèmes.

Le préfet de Tchaoudjo et le directeur régional de la Centrale, Agborou Hè mou se sont réjouis du bon démarrage de l'examen. Ils ont également salué les efforts du gouvernement et des acteurs de l'éducation dans la recherche de la sérénité afin que l'année scolaire s'achève dans de bonnes conditions.

Ils ont aussi félicité les enseignants pour tous les efforts consentis durant l'année scolaire et encouragé les candidats à donner le meilleur d'eux-mêmes afin de réussir.

Aného

Formation sur l'entrepreneuriat

L'Agence Nationale de Promotion et de Garantie de Financement des PME/PMI (ANPGF) a tenu le 3 juillet 2018 à Vogan une séance de travail basée sur l'entrepreneuriat et les formalités administratives de création d'entreprises avec des opérateurs économiques de la préfecture de Vo, dans le cadre de la promotion des PME/PMI.

Les responsables de l'ANPGF, en partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT) et la Délégation à l'organisation du secteur informel (DOSI) ont informé les opérateurs économiques locaux sur les mécanismes de leurs interventions.

Les operateurs ont été outillé à faire le nécessaire pour s'enregistrer en tant qu'opérateurs économiques afin de pouvoir accéder aux sources de financement devant booster leurs entreprises.

Des modules sur les activités de l'ANPGF, une institution étatique de promotion et de développement de l'économie nationale, la mission et les objectifs de la CCIT et de la DOSI ont été présentés aux participants au cours des échanges.



TOGOMATIN

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Freda Sefiamor
Alexandre Wémima

Edem Dadzie
Essoyodou Awih

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCY
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

CONFIDENTIEL

... Selon un contact au sein de la coalition, en effet, il existe des incompréhensions entre Tikpi Atchadam et les autres par rapport à la tenue des manifestations avant le sommet de la Cédéao prévu pour fin juillet à Lomé. Le leader du PNP ne souhaiterait pas de manifestations avant le sommet. Selon, cette source, le programme ainsi établi par la

C14 entre marches, meetings et visites aux détenus surtout à Mango, Sokodé et Bafilo va connaître des modifications.

De fait, un planning réaménagé des manifestations a été rendu public hier soir par le regroupement de 14 partis de l'opposition. Ainsi le ton sera donné le vendredi 20 juillet par des meetings d'information et de sensibilisation à Mango

et à Bafilo, après des visites aux détenus le mercredi 18 juillet à Lomé et le jeudi 19 juillet à Sokodé et Kara. Samedi 21 juillet, les leaders de la coalition seront à Sokodé pour un meeting d'information et de sensibilisation. Même activité le lendemain à Lomé.

Le samedi 28 juillet, ils se rendront à Tsévié et la boucle sera bouclée le 29 juillet à Atakpamé et à Kpalimé, toujours

par des meetings d'information et de sensibilisation. Il faut dire que le gouvernement, à travers un courrier du Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, assumant l'intérim de son collègue de l'Administration Territoriale, absent, a « pris acte » des meetings annoncés par la coalition de l'opposition à Lomé et à l'intérieur du pays, et a invité les leaders à prendre

les « dispositions nécessaires ». « Je voudrais vous signifier que je prends acte de la programmation desdits meetings et vous recommande de prendre les dispositions nécessaires, afin que vos manifestations se déroulent dans le respect des lois et règlements en vigueur », notifie, le Général Yark Damehame, à la coalition de l'opposition.

La Rédaction

Dialogue inter-togolais, cinq mois après

Que dire de la médiation de Condé et d'Addo ?

Placés sous la facilitation des président ghanéen Nana Akufo-Addo et guinéen Alpha Condé, les pourparlers entre la Coalition des 14 partis de l'opposition, le gouvernement togolais et le parti présidentiel Union pour la République durent depuis 5 mois. Ils ont officiellement été lancés dans la seconde moitié du mois de février. Que retenir aujourd'hui de ces efforts de facilitation ?

L'un des privilèges de la classe politique togolaise a été de prendre part, autour d'une table ronde aux discussions en dépit des manifestations qui mettaient à mal la quiétude et l'économie du pays. Si à l'ouverture de ces travaux du dialogue inter-togolais, les protagonistes affichaient une face de sérénité, de confiance mutuelle et de bonne volonté pour une issue heureuse de la conjoncture politique qualifiée de crise par des observateurs, le temps de sa résolution et les prémisses de consensus qui en sortent laissent encore à désirer. A l'entame du dialogue, les émissaires du médiateur ghanéen et lui-même ont laissé entendre qu'en dix jours de négociations, le

problème togolais trouvera une sortie heureuse ou à défaut, un consensus salvateur. Le début des échanges était houleux et la population togolaise dans son entièreté a largement adhéré à la venue des deux facilitateurs censés trouver une solution à la crise.

Mais la tendance a été presque constante entre les deux parties prenantes au dialogue et les deux facilitateurs à la « crise ». Le 15 février 2018, les deux protagonistes ont en effet librement consenti un document devant régir leurs échanges à la table de négociation. Le code de bonne conduite imposait en filigrane au gouvernement, l'arrêt des préparatifs électoraux, le temps du



Alpha Condé, second facilitateur du dialogue au Togo

dialogue, et à la Coalition, le sursis à ses manifestations publiques. Cinq mois ont passé, force est de constater cependant que le dialogue a été l'occasion pour les protagonistes à la crise de ne parler que des éternels

préalables. Pour illustration, à l'occasion du dernier round en date des pourparlers les points inscrits à l'ordre du jour des discussions ont été les mêmes qui ont été des mois plutôt. Au terme, le communiqué du quatrième round du dialogue inter-

togolais ayant sanctionné les travaux, recommandait à l'Etat de poursuivre la libération des détenus des récentes manifestations violentes, de lever l'interdiction de manifester sur les villes de Mango, Bafilo et Sokodé. A la Coalition des 14, il a été imposé de s'abstenir de « tout acte susceptible de nuire à la cohésion nationale ».

Pour ainsi dire, pendant cinq mois de pourparlers, le dialogue inter-togolais a tourné sur lui-même. Et en attendant la feuille de route des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique l'ouest (Cedeao), un récapitulatif des avancées fait constater que seul le gouvernement s'est engagé sur une voix de sortie de crise. De son côté, la Coalition des 14 menace encore de brandir la carte des manifestations en dépit de l'appel pressant des médiateurs à préserver un climat de sérénité et de cohésion sociale.

Awih Essoyodou

Prochains meetings de la C14

Le gouvernement met la Coalition devant ses responsabilités

Comme elle l'a annoncé en début de semaine, la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition togolaise, compte organiser des meetings d'information à l'endroit de ses militants sur l'ensemble du territoire. Conformément à la loi et comme d'habitude, elle a adressé une correspondance au ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales, Payadowa Boukpassi. Celui-ci, étant absent, son intérimaire, le ministre de la Sécurité vient de prendre acte, mais fait des mises au point dans une lettre de réponse adressée à la Coalition.

« Je voudrais vous signifier que je prends acte de la programmation desdits meetings et vous recommande de prendre des dispositions nécessaires afin que vos manifestations se déroulent dans le respect des lois et règlements en vigueur », a écrit l'intérimaire du ministre de l'Administration territoriale

dans sa lettre.

Le gouvernement veut démontrer sa bonne foi, sa volonté d'aller vers l'apaisement total pour faciliter la recherche d'une solution à la crise togolaise en respectant sa parole donnée aux deux facilitateurs le 27 juin dernier.

« Nous sommes dans un

processus. A l'issue de la rencontre du 27 juin dernier, les présidents ghanéen, Nana Akufo-Addo et guinéen, Alpha Condé, facilitateurs désignés de la Cedeao pour la résolution de la crise, ont demandé à chacun de faire preuve de responsabilité. Le gouvernement est en train de prouver sa bonne foi et nous espérons que nos



Le Gal. Yark Damehane, ministre de la Sécurité

amis de l'opposition feront de même », a souhaité le ministre s'adressant à nos

confrères du site www.togobreakingnews.com.

La rédaction

Côte d'Ivoire

Un gouvernement qui dessine la prochaine coalition pour la présidentielle 2020

Le gouvernement Gon Coulibaly 2 a été dévoilé ce mardi 10 juillet, une semaine après la dissolution du précédent. Sans surprise, l'équipe a été presque entièrement reconduite, avec à la clé, des entrées, des changements de postes. Une nouvelle configuration gouvernementale qui dessine, à n'en point douter, le visage de la prochaine coalition pour la présidentielle de 2020.

Pour remercier tous ceux qui ont dit « oui » au projet du parti unifié, le président Ouattara a dû élargir l'équipe. De 35 ministres au précédent gouvernement, la nouvelle équipe est passée à 41 postes de ministres et de secrétaires d'Etat.

Si, on ne note pas de grands changements, on peut tout aussi remarquer que la nouvelle équipe s'est

simplement ouverte à des personnalités favorables au parti unifié, cher au président Ouattara. Parmi eux, on retrouve deux cadres de l'UDPCI, un du PIT et 12 cadres du PDCI qui ont marqué leur adhésion au projet.

Que ce soit Adjoumani, Amichia, Raymonde Goudou, Aka Ouellé, Abinan, Danho Paulin Claude, Amedé Kouakou, ou Thierry

Tanoh, tous ces ministres PDCI qui confirment leur place au sein de ce gouvernement Coulibaly 2 devraient s'attendre à une réaction de leur parti : une mise à l'écart certaine.

Ce nouveau gouvernement lève également le voile sur 2 nouvelles entrées, pas des moindres. Albert Mabri Toikeusse, président de l'UDPCI, entre-temps écarté du gouvernement en



Lecture de la liste du nouveau gouvernement

2016, remplace Ly Ramata, au poste du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. De même, Sidiki Konaté, ancien ministre pro-Soro limogé, fait son retour en force au poste de l'artisanat.

Avec ce nouveau

gouvernement très politique et dont le nombre de portefeuilles passe de 35 à 41, le président Ouattara tente de montrer à son ancien allié du PDCI qu'il a encore les arguments de remporter la présidentielle de 2020, avec ou sans lui.

Alexandre Wémima

Burkina-Faso / Procès du putsch manqué

Des militaires putschistes ont reçu des transferts d'argent en provenance de la Côte d'Ivoire

Selon un rapport qui a porté sur les téléphones portables de certains militaires ayant participé au putsch de septembre 2015, des transferts d'argent auraient été reçus via la Côte d'Ivoire par une dénommée Karidja Ouattara. Des preuves qui impliquent encore ce pays de l'ex-rebelle, Guillaume Soro, entre-temps cité aussi dans le dossier du coup d'état manqué.

Nouveaux rebondissements dans l'affaire du putsch manqué, ce mardi 10 juillet 2018 au Burkina-Faso. Selon les résultats d'une expertise des téléphones portables du major Eloi Badiel, la plupart des sous-officiers ayant participé à l'enlèvement et la séquestration des autorités de la transition ont reçu chacun environ 2 millions de FCFA.

Les transferts ont été faits à travers des numéros d'un réseau de téléphonie mobile ivoirien par une personne du nom de Karidja Ouattara. Et chaque sous-officier avait en sa possession un numéro avec l'indicatif 225. Celui de la Côte d'Ivoire.

À la barre, l'adjudant-chef major Eloi Badiel déclare qu'il n'a aucun commentaire à faire suite à cette révélation.



Vue du banc des accusés du putsch manqué

Son avocat maître Bali Baziemo souligne que c'est la première fois que ce rapport d'expertise lui est présenté et exige sur-le-champ l'ordonnance de prestation de serment de l'expert commis à la charge. « Le procès n'est qu'à ses débuts mais on

comprend que ce procès va nous révéler un certain nombre d'éléments particulièrement intéressants sur le plan juridique mais très inquiétants sur ce qui était prévu pour l'ensemble du pays », a réagi Me Somé, un avocat de la partie civile.

Pour Me Somé, il y aurait des personnes qui s'apprêtaient à envoyer des mercenaires au Burkina-Faso pour faire réussir le putsch. Il y en a qui ont financé, d'autres qui ont donné de l'argent et autres moyens logistiques. Tout ceci montre, selon Me Somé, « que cette affaire de coup d'Etat avait été rondement menée et avait une dimension qui va au-delà du Burkina ».

L'audience qui se poursuivait hier mercredi n'a pas fini de révéler ses derniers secrets. À la barre, l'adjudant-chef major Eloi Badiel déclare qu'il n'a aucun commentaire à faire suite à cette révélation. Mais du côté de l'ancien sergent-chef Roger Koussoubé, même s'il a partiellement nié les faits, s'est livré à des révélations intéressantes pour la poursuite du dossier.

T.M.

Sénégal / Affaire Karim Wade

La justice française refuse de confisquer des comptes du fils de l'ancien président sénégalais

Décidément l'Etat sénégalais perd sur pratiquement tous les fronts ouverts à l'encontre du fils de l'ancien président de la République, Abdoulaye Wade. Après la cour d'Appel de Paris en mars 2018, c'est au tour de celle de Monaco de débouter l'Etat sénégalais sur la confiscation de 24 comptes bancaires appartenant à Karim Wade et certains de ses collaborateurs considérés comme ses complices.

En mars dernier, la Cour d'appel de Paris avait également débouté l'Etat du Sénégal, qui réclamait la saisie des biens de Karim Wade et de Bibo Bourgi se trouvant sur le sol français. Les magistrats avaient alors considéré que l'enrichissement illicite reproché à Karim Wade n'avait pas d'équivalent

dans le droit français.

Ce mardi 10 juillet aussi, à l'image de la décision de Paris, la justice monégasque a débouté au pénal l'Etat sénégalais qui réclamait la saisie de 24 comptes bancaires d'un montant total de 11 millions d'euros.

Parmi ces comptes visés, le seul qui appartient à Karim

Wade affiche un solde de 2 millions d'euros. Les autres ont pour bénéficiaires Karim Aboukhalil, Bibo Bourgi et Pape Mamadou Pouye, considérés par la justice sénégalaise comme les complices de Karim Wade, ainsi que plusieurs sociétés dont ces derniers sont actionnaires.

Débouté au pénal, le

pouvoir de Macky Sall a engagé parallèlement une autre procédure civile, devant cette même justice monégasque. Cette procédure qui vise à saisir les sommes disponibles sur ces 24 comptes, au titre des dommages et intérêts. Objet de procédures judiciaires pour enrichissement illicite

depuis 2015, Karim Wade, qui vit en exil au Qatar depuis sa libération de prison a vu aussi son inscription sur les listes électorales rejetée par la Commission en charge de l'organisation des élections au Sénégal, selon les dispositions des articles L31 et L32 du code électoral sénégalais.

Alexandre Wémima

Banque mondiale Togo La Mauritanienne Hawa Wagué prend fonction

Le bureau de la Banque mondiale au Togo a une nouvelle représentante. Il s'agit de Hawa Cissé Wagué qui remplace à ce poste Joëlle Dehasse dont le mandat dans notre pays a pris fin le mois passé.

Le mandat de la représentante résidente sortante de l'Institution de développement au Togo est arrivé à terme fin juin 2018. Et c'est mardi dernier que Cissé Wagué a officiellement pris fonction dans notre pays à la suite d'une note informative diffusée par l'organisme. A sa prise de fonction, la nouvelle patronne de l'institution de Bretton Woods au Togo a exprimé toute sa gratitude et son envie pressante

de collaborer avec les autorités togolaises. « Je suis heureuse de me joindre à l'équipe du Togo en tant que représentante-résidente pour poursuivre la dynamique enclenchée par mon prédécesseur », s'est réjouie Mme Wagué. Dans le cadre de son séjour au Togo, elle affirme en substance que son crédo est l'amélioration ainsi que le renforcement des actions en cours de l'institution en vue de hisser le partenariat tout en maintenant l'impulsion



Hawa Cissé Wagué

engagée. Pour la nouvelle représentante, la collaboration avec le gouvernement togolais passera par un accroissement de l'enveloppe de la banque au Togo. La Mauritanienne d'origine aura entre autres pour attributions de

renforcer et de promouvoir le partenariat entre l'institution et notre pays, d'élaborer une stratégie nationale dans la mise en œuvre du cadre de partenariat pays ou encore, d'assurer la gestion quotidienne du bureau de l'institution au Togo. Selon Hawa Cissé Wagué

le portefeuille actuel de la Banque mondiale au Togo est très actif et la mise en œuvre des projets se déroule de façon satisfaisante. « Ma toute première priorité sera de lancer l'évaluation à mi-parcours de notre cadre de partenariat pays afin de nous assurer que notre stratégie reste alignée sur les priorités de développement au Togo », a-t-elle promis.

Experte en risque de crédit et en macroéconomie fiscale et finances internationale, Hawa Cissé Wagué a rejoint le groupe de la Banque mondiale il y a 16 ans en Mauritanie. Elle vient en remplacement de Joëlle Dehasse, la représentante sortante dont le bilan dans notre pays a été élogieux.

Awih Essoyodou

17ème forum annuel de l'AGOA Après le visa textile, quels autres visas pour les produits togolais ?

Les Etats-Unis ont accordé au Togo le visa textile, à l'issue du Forum de l'AGOA qui s'est tenu à Lomé en 2017. Les choses devraient normalement évoluer mais, le Togo devrait pour le moment se contenter d'exporter les produits issus de son textile et des produits non manufacturés comme le beurre de karité, le cacao, le tapioca et de la farine de céréales utilisés par les industries américaines. Le 17ème forum de l'AGOA qui s'est ouvert hier à Washington pourrait servir d'occasion pour relancer le débat sur la capacité des pays africains à satisfaire les normes nécessaires pour exporter leurs produits alimentaires vers le territoire étasunien?

Le 17ème Forum annuel du African Growth and Opportunity Act (AGOA) se tient à Washington D.C. aux USA les 11 et 12 juillet 2018. Le thème de cette édition, « Trouver de Nouvelles Stratégie pour le commerce et l'Investissement entre les Etats-Unis et l'Afrique », reflète l'objectif des Etats-Unis d'ouvrir leur marché aux produits africains. Mais pour le moment, beaucoup de produits commercialisés dans les pays africains, le Togo y compris n'ont pas encore le visa pour accéder librement au géant marché

américain. Le Togo prend part au 17ème forum de l'AGOA. Le ministre du Commerce Bernadette Legzim-Balouki y a même prononcé un discours de circonstance. Elle a également participé avec d'autres ministres en charge du commerce des pays éligibles à l'AGOA, des ambassadeurs, des représentants du secteur privé et de la société civile à des séances de travail le 09 et 10 juillet 2018.

La loi sur l'AGOA adoptée en 2000 vise l'amélioration des relations économiques

et commerciales entre l'Afrique et les Etats-Unis d'Amérique et particulièrement les exportations des pays de l'Afrique subsaharienne. Elle constitue la pierre angulaire des relations et des échanges commerciaux entre l'Afrique et les Etats Unis d'Amérique (USA). Le nouveau programme AGOA en vigueur pour une échéance prévue en septembre 2025 a pour but de permettre l'accroissement des exportations des pays bénéficiaires, de contribuer à créer des emplois, de



Bernadette Legzim-Balouki

la richesse et surtout à réduire la pauvreté.

La nouvelle législation AGOA s'articule autour de certains points essentiels en rapport avec les échanges commerciaux et le partenariat entre les Etats-Unis et l'Afrique en matière d'investissement dont notamment. Cela passera par le renforcement des capacités et la promotion de la croissance dans l'agro-industrie, les opportunités pour le partenariat entre

les Etats-Unis et l'Afrique pour le renforcement des infrastructures en Afrique subsaharienne, etc.

En 2017, le nombre des pays éligibles à l'AGOA s'élevait à 38. Entre 2002 et 2008, les exportations africaines ont connu une hausse pour atteindre 82 milliards de dollars en 2008. Elles ont dégringolé à 18,7 milliards en 2015, contre 26,8 en 2014, soit une baisse de 30,1%.

Rachidou Zakari

ACHETEZ & LISEZ désormais

tm togomatin

sur **MONKIOSK.com** ou sur le portail **Lome.com**

www.monkiosk.com **www.alome.com**

Diaspora

Pistes pour un développement participatif du Togo

Plus personne n'ose contester le rôle bénéfique de la diaspora togolaise tant dans leur pays d'accueil que dans leur pays d'origine. La diaspora, cette « sixième région » s'évertue au jour le jour à apporter sa pierre au développement du pays mais se sent parfois laissée pour compte dans certains domaines. Quelles sont les approches à développer au plan interne pour permettre à ces valeureux compatriotes d'être inclus dans la marche et le développement du Togo ?

Bientôt le « mois de la diaspora » au Togo



Des responsables du CJD

Le Collectif des jeunes pour le développement (CJD) en collaboration avec ses partenaires notamment, la Colombe Verte Internationale, le réseau Diaspora Force de Développement du Togo, Diaspora togolaise pour le développement (DTD), a organisé une conférence de presse le 06 juillet dernier sur la tenue du « Mois de la Diaspora » qui se déroulera du 05 septembre au 05 octobre 2018, sur toute l'étendue du territoire togolais.

Cette rencontre avec la presse, placée sous le thème « Emigration, décentralisation et opportunités de développement » vise à outiller la population à la base lors de cette première édition du « mois de la diaspora ». Cette initiative du CJD va en outre aider la diaspora à mieux s'organiser

autour des sujets relatifs au développement. Pour M. Corneille Amélété, président de la commission d'organisation du mois de la diaspora, « cette édition va au-delà du cadre national. C'est un événement intercontinental qui va prendre en compte les diasporas africaines ».

Selon le chronogramme établi, le mois de la Diaspora va commencer dans les Savanes dans la première semaine du mois de septembre prochain ; ensuite la région de la Kara va accueillir l'événement du 10 au 14 septembre 2018.

Suivront ensuite du 24 au 29 septembre et du 1er au 3 octobre respectivement, les populations de la région des Plateaux et Maritime. Des conférences-débats, des activités culturelles et sportives, des sketches sont

attendus sur l'immigration, des rencontres B to B entre les jeunes, les femmes et les autorités administratives et locales. De nombreux partenaires arriveront au Togo pour l'occasion. Ils viendront des Etats-Unis, d'Europe et du Canada.

Cette grande rencontre de la diaspora, selon la cellule-diaspora du CJD,

traitera essentiellement des thèmes liés au processus de décentralisation, indispensables au développement du pays et à l'émigration. Des rencontres B to B, des excursions, la sensibilisation sur l'avantage de quitter légalement son pays, des activités sportives et culturelles seront au menu des programmes

Migration au Togo

Aperçu national sur des destinations en 2015



Une rencontre dans la diaspora

Les mouvements migratoires concernant le Togo sont notables aussi bien au niveau interne que vers l'extérieur. Ces dernières années, les destinations se sont diversifiées. Les Togolais vont de préférence vers les pays africains (80 %) : le Ghana (415 049), le Nigéria (100 428), la Côte d'Ivoire (55 680), le Bénin (45 498) et le Burkina Faso (23 768). Au regard des statistiques, les pays de l'Organisation de coopération et de développement

économiques (OCDE) sont moins souvent les destinations privilégiées des migrants togolais : l'Allemagne (10 219), la France (9 371), l'Italie (4 422) et la Belgique (2 708). Ces dernières années, de plus en plus de Togolais émigrent vers les Etats-Unis à travers le programme US Green Card Lottery (Diversity Visa). Causes de l'émigration

L'émigration au Togo a connu quatre phases depuis les années 1960 est sous-tendue

par les facteurs suivants : la recherche de formation, les crises socioéconomiques et politiques auxquelles le pays a été confronté, la recherche du mieux-être économique, etc.

L'Observatoire ACP sur les migrations estimait le nombre des émigrés togolais à 372 600 en 2011. Cet effectif est beaucoup plus important selon les données de la directeur des Togoais de l'Extérieur qui estime la diaspora togolaise à 1,5 voire 2 millions de personnes. Les femmes émigrent autant que les hommes et généralement plus vers les pays de la Cedeao. Elles se retrouvent généralement dans le commerce, la restauration, le travail domestique ; leur niveau d'instruction étant faible.

Des retours au bercaïl

On note par ailleurs le retour d'un effectif assez élevé de migrants togolais (267 454), provenant pour la plupart de pays de la sous-région (Ghana, Bénin, Côte d'Ivoire, Nigéria, Burkina Faso) ; et aussi d'Europe (France, Allemagne, etc.).

En raison de l'exode rural auquel se livrent un nombre important de jeunes ruraux au Togo, on assiste à un dépeuplement des villages, le vieillissement de leurs populations et une diminution de la reproduction. Sur le plan socioéconomique, les mouvements migratoires sont à l'origine des investissements étrangers (Bolloré, WACEM, POMAR, etc.) dans le pays ainsi que des transferts de fonds de la diaspora (de 2000 à 2010 les fonds transférés sont passés de 11,2 à 154 milliards de francs CFA).

la diaspora vers le Togo ont atteint plus de 350 millions de dollars en 2015, un peu mieux que l'année précédente (348 millions). Ce montant a représenté plus de 7,8% du PIB national.

Selon une étude réalisée en 2012 par la Banque africaine de développement, les transferts de fonds provenant des ressources épargnées par les Togoais de l'extérieur, sont à 90% affectés à des dépenses courantes des familles (alimentations,

santé, éducation). Toutefois, cette compensation à la faible capacité d'épargne interne constitue un levier direct pour le développement de la consommation et indirectement pour la production intérieure au Togo.

Environ deux millions de Togoais vivent à l'étranger, dont une écrasante majorité en Afrique. Ils sont 500.000 à résider ailleurs dans le monde (Etats-Unis, Canada, Australie, Europe).

Développement participatif Appel à impliquer la diaspora



Vue aérienne du quartier administratif de Lomé

Au regard du souffle qu'insuffle la diaspora dans l'économie et le vœu que ses idées soient prises en compte dans le pays, il serait plus que jamais opportun que les décideurs, mieux les autorités, l'associent aux questions de développement et de l'avenir du pays. Ce souhait a été formulé lors des premières assises des Togoais de l'extérieur, Zone Afrique récemment tenues à Lomé. Ces assises ont été organisées après celles de la zone Europe et de la zone Amérique et ont regroupé des délégués venus du Bénin, du Cameroun, du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, du Ghana, de la Libye, de la République démocratique du Congo.

En plus des efforts entamés par les autorités pour reconnaître le rôle des Togoais de la diaspora, un pas décisif pourrait être fait

en leur direction par une opération de dénombrement de sorte qu'on puisse avoir une idée de leur effectif, de leurs lieux pays de résidence, enfin leurs aspirations.

La diaspora togolaise avoisine de nos jours un total de 2 millions de personnes, dans les pays africains (Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Sénégal, Nigeria, etc.), en Europe (France, Allemagne, Belgique, Suisse, etc.) et en Amérique du Nord (Etats-Unis, Canada). Le rêve d'un Togo modèle est possible aujourd'hui si de l'intérieur nous, Togoais, appelons ceux de l'extérieur à venir bâtir la cité dans le respect et la garantie du droit, dans la fraternité pour que demain le Togo puisse se lever pour fleurir en exemple à la face du monde en matières de réconciliation, du vivre ensemble, de développement socio-économique, le tout dans une ère démocratique.

TogoMatin

Apport dans l'économie Plus de 350 millions de dollars transférés en 2015



Des Togoais de la diaspora

Une étude récente menée par l'association Visions Solidaires montre que le Togo se place en deuxième position au niveau africain en ce qui concerne la part des transferts de fonds des migrants dans le PIB.

Ces chiffres indiquent clairement l'apport réel des Togoais vivant à

l'étranger dans l'économie du pays. Par conséquent, le rôle prépondérant joué dans son développement. Malheureusement, cette diaspora n'est pas assez prise en compte dans les politiques de développement et dans les médias. [Source Publications.iom.int].

Les transferts de fonds de

Pharmacies de garde de Lomé du 7 au 16 / 7 / 2018

CENTRE	46, Rue de la Gare	22 21 83 30
AKOFA	Amoutivé	96 32 97 57
N-D de MEDJ	Bd 13 Janvier	22 35 20 02
CRISTAL	Bd Houphet Boigny	22 20 90 91
DEO GRATIAS	Kotokou-Kondji	22 21 83 31
EMMANUEL	Kodjoviakopé	22 21 30 98
MAIRIE	Face Mairie	22 21 26 39
GBOSSIME	Gbossimé	22 22 50 50
AVE MARIA	près du CHU Tokoin	22 22 33 01
PROVIDENCE	Bd. Jean Paul II	22 26 66 48
YEM-BLA	258, Av. Akéï	22 26 76 51
LILAS	7, Route de Kégué	22 26 29 59
THERYA	TOGO 2000	22 61 56 52
CITRUS	Attiégou	70 44 59 24
UNION BAMUDAS - BE KPOTA		22 27 71 64
GRAIN D'OR	Zorrobar,	22 70 06 90
BETHEL	Rte d'Adidogomé	22 25 23 70
DES ECOLES	Adidogomé	22 51 75 75
HOSANNA	Sagbado	92 53 50 00
NATION	TOTSI	22 25 99 65
DELALI	Cacaveli	22 25 06 90
VERTE	Klikamè	22 25 03 26
LAUS DEO	Léo 2000,	22 25 15 05
ARC-EN-CIEL	Agoè-Télessou,	70 42 50 00
De La VICTOIRE	Avédji	70 45 74 92
AGOE-NYIVE	Agoè-Nyivé	22 25 83 38
DIVINA GRACIA	Agoè-Fiovi,	93 83 91 00
CHARITE	CEG d'Agoè-Nyivé	22 25 12 60
LA MAIN DE DIEU	AGOE ASSIYEYE	93 40 21 21
ABRAHAM	Agoè-Logopé	22 50 10 00
La FLAMME D'AMOUR	Agodeke	70 45 70 14
LE DESTIN	Baguida	70 41 15 41

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11

TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat

Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 7919

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60

GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel

Communication, Location d'espaces

Conseils, Wedding Planner et Décoration

Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54

Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

AG Partners: Sise à Cassablanca

www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99

Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?

Plus de soucis, contactez:

Africa Translate Consulting.

Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43

E-mail: dhoglonou@africatranslate.com



Une femme demande à son mari: "chéri, avant quand tu me draguais tu me faisais beaucoup de cadeaux; maintenant tu as arrêté. Pourquoi ?" Le mari sourit puis répond: "depuis quand tu as vu un pêcheur donné un verre de terre à un poisson déjà pris?"



Photo du jour



Commentez cette photo

Blague

Il paraît que lorsque ta femme pose sa tête sur ta poitrine et te demande doucement : "Chéri, as-tu des maîtresses dehors ?" Rappelle-toi que ta réponse n'est pas importante pour le moment; le plus important est le rythme du battement de ton cœur. Débrouille-toi pour garder le rythme des battements de ton cœur au rythme normal. Tu es prévenu. C'est leurs nouvelles technologies .

Fonds d'aide à la culture Environ 400 millions débloqués

Le ministre en charge de la Culture, Guy Madjé Lorenzo, a tenu une séance d'échanges avec les acteurs culturels togolais, le 5 juillet dernier à Lomé. Les discussions ont été débattues autour des modalités d'accès aux Fonds d'aide à la Culture (Fac) mis en place par l'Etat pour accompagner le secteur culturel.

Mis à la disposition des artistes togolais pour soutenir les projets culturels, le Fonds d'aide à la Culture est lancé pour le compte de la période 2018-2019. Et c'est au moins 400 millions de FCFA qui sont débloqués pour soutenir le domaine culturel au Togo. A cet effet, le

monde culturel est donc convié par le ministre à prendre attache avec la direction de la Culture dans chaque ville.

Ainsi, la rencontre des acteurs culturels avec la direction de la Culture de Lomé a eu lieu le 5 juillet 2018. Le 6 juillet dernier c'était le tour de la ville de Tsévié. Les échanges

entre les acteurs culturels d'Atakpamé et la direction de la Culture ont eu lieu le 9 juillet dernier. Le 10 et 11 juillet dernier, c'était respectivement le tour de Sokodé et de Dapaong. Le rendez-vous est donné aux acteurs culturels de Kara sur le 16 juillet prochain.



Danseuses traditionnelles

Le Fonds d'aide à la Culture est mis en place pour contribuer à la construction et à la réhabilitation des équipements

et infrastructures culturelles, à la création artistique, littéraire, et cinématographique.

Nadia Edodji (Stagiaire)

Vie des centres de lecture et bibliothèques de l'intérieur Dons aux Clac de Sotouboua, Tchamba et Pagouda

Les Centres de lecture et d'animation culturelle (Clac) de Sotouboua, Tchamba et Pagouda, ont été bénéficiaires de biens culturels de l'Organisation Internationale de la Francophonie, les 5 et 6 juillet 2018. Ces biens culturels sont constitués d'environ 700 livres, de 5 tablettes numériques, d'un poste téléviseur écran plasma avec onduleur, d'un lecteur dvd, d'une barre de son, d'un support TV, d'un meuble ; d'un appareil photo numérique, de parabole pour l'accès aux chaînes de télévisions câblées et de kits de jeux (Monopoly, scrabble).

M. Eric Adja, directeur du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest de l'OIF a remis ces dons à M. Guy Madjé Lorenzo, ministre de la Communication, de la Culture, des Sports et de la Formation civique qui à son tour, au nom du gouvernement et du peuple togolais, les a mis à la disposition des populations de Sotouboua,

Tchamba et Pagouda. « Grâce au programme Clac, le gouvernement peut agir sur les territoires dans la culture, la formation et les loisirs et «permettre aux jeunes notamment, d'être les acteurs de l'édification du pays », a déclaré M. Eric Adja. Pour M. Guy Madjé Lorenzo, le livre est un puissant moyen d'apprentissage,

d'éveil de l'esprit et de l'intelligence, et aussi de réussite à l'école et dans la vie. « Le livre est un outil d'intégration sociale, de rapprochement des peuples et des cultures, de compréhension de soi et des autres dans un monde de plus en plus diversifié », a-t-il indiqué. Les Centres de lecture et d'animation culturelle



Le ministre Guy Lorenzo remettant symboliquement un don

sont un programme de l'Organisation Internationale de la Francophonie installée dans plus de 21 pays à travers le monde. Le Togo

dispose de 11 Clac à Agou, Aného, Atakpamé, Badou, Kévé, Notsè, Pagouda, Pya, Sokodé, Sotouboua et Tchamba.

Nadia Edodji (Stagiaire)

Lire

«L'Etranger » d'Albert Camus. Ed Gallimard. 1942 Pp 84-85

« ...L'après-midi, les grands ventilateurs brassaient toujours l'air épais de la salle et les petits éventails multicolores des jurés s'agitaient tous dans le même sens. La plaidoirie de mon avocat me semblait ne devoir jamais finir. À un moment donné, cependant, je l'ai écouté parce qu'il disait : « Il est vrai que j'ai tué. » Puis il a continué sur ce ton, disant « je » chaque fois qu'il parlait de moi. J'étais très étonné. Je

me suis penché vers un gendarme et je lui ai demandé pourquoi. Il m'a dit de me taire et, après un moment, il a ajouté : « Tous les avocats font ça. » Moi, j'ai pensé que c'était m'écarter encore de l'affaire, me réduire à zéro et, en un certain sens, se substituer à moi. Mais je crois que j'étais déjà très loin de cette salle d'audience. D'ailleurs, mon avocat m'a semble ridicule. Il a plaidé la provocation très rapidement et puis lui aussi a parlé de mon âme. Mais il m'a paru qu'il avait beaucoup moins de talent que le procureur. « Moi aussi,

a-t-il dit, je me suis penché sur cette âme, mais, contrairement à l'éminent représentant du ministère public, j'ai trouvé quelque chose et je puis dire que j'y ai lu a livre ouvert. » Il y avait lu que j'étais un honnête homme, un travailleur régulier, infatigable, fidèle à la maison qui l'employait, aimé de tous et compatissant aux misères d'autrui. Pour lui, j'étais un fils modèle qui avait soutenu sa mère aussi longtemps qu'il l'avait pu. Finalement j'avais espéré qu'une maison de retraite donnerait à la vieille femme le confort que mes moyens ne me

permettaient pas de lui procurer. « Je m'étonne, Messieurs, a-t-il ajouté, qu'on ait mené si grand bruit autour de cet asile. Car enfin, s'il fallait donner une preuve de l'utilité et de la grandeur de ces institutions, il faudrait bien dire que c'est l'État lui-même qui les [148] subventionne. » Seulement, il n'a pas parlé de l'enterrement et j'ai senti que cela manquait dans sa plaidoirie. Mais à cause de toutes ces longues phrases, de toutes ces journées et ces heures interminables pendant lesquelles on avait parlé de mon âme, j'ai eu l'impression que

tout devenait comme une eau incolore où je trouvais le vertige. À la fin, je me souviens seulement que, de la rue et à travers tout l'espace des salles et des prétoires, pendant que mon avocat continuait à parler, la trompette d'un marchand de glace a résonné jusqu'à moi.

J'ai été assailli des souvenirs d'une vie qui ne m'appartenait plus, mais où j'avais trouvé les plus pauvres et les plus tenaces de mes joies : des odeurs d'été, le quartier que j'aimais, un certain ciel du soir, le rire et les robes de Marie... »

Journée mondiale de la population

La planification familiale, un droit de l’Homme à consolider

Le 11 juillet de chaque année, est célébrée la Journée mondiale de la population. Une occasion d’attirer l’attention des décideurs sur les questions qui ont trait à la population. Cette année elle est placée sous le thème, « la planification familiale est un droit humain ».

Tout au long de l’histoire de l’humanité, les efforts pour planifier, éviter ou retarder la grossesse ont été une lutte endurée uniquement par les femmes et les filles. Mais aujourd’hui, les choses ont changé. Lors de la Conférence internationale sur les droits de l’Homme de 1968, la planification familiale est devenue une obligation pour tous les pays, gouvernements et décideurs politiques.

« Les parents ont le droit fondamental de déterminer librement et consciemment la dimension de leur famille et l’échelonnement des naissances », précisait le document final de cette conférence connue sous

le nom de proclamation de Téhéran. Les femmes et les filles n’ont donc pas à subir l’épuisement ni le danger de grossesses trop nombreuses et trop rapprochées. Les couples ont le droit de choisir à quelle fréquence embrasser la parentalité ou même d’y renoncer. Bref, chaque individu a le droit de déterminer la direction et la portée de son avenir dans ce sens.

Plusieurs normes sont à respecter pour défendre le droit de l’Homme à la planification familiale. Il y a entre autres la non-discrimination (les informations et services de planification familiale ne peuvent être restreints en fonction de la race, du sexe,

de la langue, de la religion, de l’appartenance politique, de l’origine nationale, de l’âge, du statut économique, du lieu de résidence, du handicap, de l’état civil), la disponibilité (les informations et moyens de contraception doivent être disponibles en quantité suffisante, avec une variété suffisante, pour répondre aux besoins de tous). Outre ces normes, on peut citer aussi l’accessibilité et l’acceptabilité (les pays doivent veiller à ce que les produits et services de planification familiale soient accessibles à tous). Les services et l’information en matière de contraception doivent être fournis de manière digne, en respectant à la fois l’éthique médicale



La planification familiale est un droit de l’Homme

et la culture des personnes recevant ces services. Ils doivent aussi être de bonne qualité. On note aussi des normes comme une décision éclairée, la confidentialité, la participation, la responsabilité.

Les systèmes de santé, les systèmes éducatifs, les dirigeants et les décideurs doivent être responsables des efforts déployés pour réaliser le droit de l’Homme à la planification familiale.

Edem Dadzie

Le fonio

Une céréale aux caractéristiques intéressantes pour les diabétiques

Le fonio est une plante herbacée qui mesure en moyenne 80 cm de haut. Il est décortiqué pour être consommé soit sous forme de grains complets soit sous forme de grains blanchis. Sa teneur en sucre est faible, ce qui le rend intéressant pour les diabétiques.

L’analyse de la composition globale du fonio blanchi, qui est la forme la plus consommée, montre qu’il est composé à 92% de glucides (sucres lents), c’est-à-dire de l’amidon. Cette haute teneur en sucres est proche de celles d’autres céréales comme le mil. Il est donc intéressant de noter que le fonio contient très peu de sucres rapides. De plus, il contient très peu de protéines, de lipides, de vitamines et minéraux, mais une quantité de fibres sept fois supérieure à celle du riz. Contrairement à d’autres céréales, le fonio cumule plusieurs caractéristiques qui lui confèrent une digestibilité bien supérieure à celle du riz ou de nombreuses autres céréales et ne contient pas de gluten.

Par ailleurs, le fonio n’est pas un aliment antidiabétique et ne permet pas de soigner le diabète. En revanche, dans l’alimentation du patient diabétique, il présente des caractéristiques intéressantes par rapport à d’autres céréales comme le riz. Sa faible teneur en sucres rapides et sa forte teneur en amidon, permettent au fonio de présenter un index glycémique (l’impact d’un aliment sur l’élévation du taux de sucre dans le sang) plus faible que celui du riz, du maïs ou du sorgho. Consommer souvent du fonio, tout en ne négligeant pas d’autres types d’aliments et le suivi médical, est bénéfique pour le patient diabétique et au-delà pour tout individu.

Source : Stéphane Besançon, biologiste et nutritionniste

Activité physique

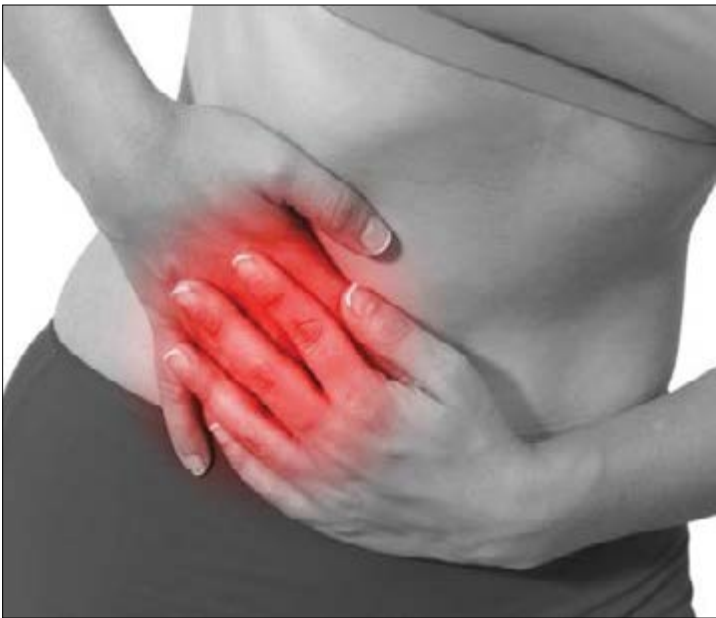
Mesures de préventions et réaction lorsque survient un point de côté ?

L’exercice physique est utile pour rester en bonne santé, mais il arrive de sentir un inconfort lors de la pratique. C’est le cas du point de côté qui est une douleur aiguë brutale sans signe précurseur, qui apparaît en haut de l’abdomen juste sous les côtes au cours de l’effort et entraîne immédiatement une gêne respiratoire.

La première réaction à avoir est d’arrêter l’effort. Comprimer la zone douloureuse avec la main. Respirer lentement et profondément. Boire par petites gorgées et régulièrement, puis s’allonger ou marcher en faisant quelques étirements et quelques exercices de relaxation.

Pour le prévenir, il faut bien échauffer le diaphragme en inversant le processus habituel de respiration, en inspirant profondément par la bouche. S’hydrater raisonnablement et à intervalles réguliers. Et puis mieux vaut débiter un effort physique 2 à 3 heures après votre dernier repas.

Toutefois, des pathologies graves peuvent prendre l’aspect d’un point de côté. Par exemple le cœur (infarctus du myocarde, angine de poitrine), les vaisseaux (embolie, rupture d’anévrisme), les poumons (pneumothorax), le système digestif (calculs



Un homme ayant un point de côté

hépatovésiculaires), le système osseux (fracture de fatigue spontanée).

Quand faut-il consulter un médecin ?

Si au cours d’un effort, vous sentez une petite douleur sous la cage thoracique qui se dirige ensuite vers le dos et évolue en vraie douleur, il peut s’agir d’un problème cardiaque. Si tout à coup, sans raison, vous avez du mal à reprendre

vos respirations, vous êtes essoufflé au moindre effort, avec un fond douloureux durant plusieurs heures, ce n’est pas anodin. Et si le point douloureux se manifeste au repos et s’accompagne de fièvre, vous souffrez peut-être d’une maladie pulmonaire. Dans tous ces cas de figures, rendez vous sans tarder à l’hôpital.

Jean-Marc Sène, médecin du sport

Sommet Cedeao-CEEAC

Réunion des experts depuis mardi à Lomé

En prélude au sommet conjoint entre la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao) et la Communauté économique des Etats de l'Afrique central (CEEAC) prévu pour le 30 juillet, les experts des deux communautés étaient en réunion à Lomé pour deux jours. La rencontre a été ouverte par l'ambassadeur Limbiye Bariiki Kadangha qui représentait le ministre togolais des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine, le professeur Robert Dussey.

Ces experts qui sont au nombre de deux par pays membre de la Cedeao et de la CEEAC, sont issus des ministères en charge des Affaires étrangères et des ministères, de la Défense ou de la Sécurité. Des activités illicites transfrontalières se déroulent au sein des deux communautés. Parmi elles, le terrorisme, le blanchiment d'argent, l'extrémisme violent, le trafic d'armes, d'êtres humains et de drogue.

Ces activités sont des menaces pour la paix, la sécurité, la stabilité et annihilent les efforts de

développement des Etats membres de la Cedeao et de la CEEAC. Pendant les travaux, les experts ont eu à suivre des présentations et mené des discussions sur la situation sécuritaire dans les deux communautés régionales. Ils ont évoqué les initiatives bilatérales et régionales de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

Cette réunion des experts sera suivie le 28 juillet prochain à Lomé, par la réunion ministérielle avec pour objectif de regrouper les ministres des Affaires étrangères et ceux de la



Les experts lors des travaux

Défense ou de la Sécurité des pays membres des deux communautés économiques régionales. Ceux-ci vont examiner et adopter le projet

de déclaration ainsi que le projet de communiqué final conjoint qui sanctionnera la fin du sommet conjoint des dirigeants de la Cedeao et de la

CEEAC. Evidemment, les chefs d'Etat et de gouvernement, prendront le temps d'examiner ces documents, s'entendront là-dessus, avant de les rendre publics.

Le tout prochain sommet de Lomé promet d'être encore une fois un événement d'envergure comme notre pays sait bien les organiser. En effet, il est annoncé des personnalités comme le représentant du bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'ouest et le sahel (Unowas), celui des Nations unies pour l'Afrique centrale (Unoca), de l'Union africaine, de la Commission du bassin du Lac Tchad (CBLT), du G5 sahel, de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), de la Commission économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) et de la Commission du golfe de Guinée.

Edem Dadzie

Electrification et développement durable

Komi Sélom Klassou parle de la stratégie du Togo à Washington

Pour l'émergence du Togo d'ici 2030, l'Etat mise grand en développant plusieurs politiques publiques qui devraient réduire l'extrême pauvreté. L'électrification nationale dont la stratégie a été lancée il y a quelques semaines par le chef de l'Etat a reçu une forte adhésion des partenaires de l'Etat au développement. Dans cette lignée, le Premier ministre Komi Sélom Klassou est annoncé en début de semaine prochaine aux Nations unies.

Invité par les Nations unies dans le cadre d'un séminaire de haut niveau qui réunira à Washington des personnalités politiques et économiques sur le développement durable, le chef du gouvernement aura l'honneur de présenter diverses communications sur la stratégie d'électrification

du Togo.

Dans son exposé à la table ronde qui réunira des experts sur le changement climatique venus de divers horizons, Komi Sélom Klassou aura pour tâche de d'exposer l'expérience du Togo dans le domaine des énergies renouvelables. L'objectif d'une telle communication

est de favoriser, dans le futur, le respect de l'équilibre de l'écosystème et des impératifs environnementaux.

D'ici à l'horizon 2030, l'Etat togolais s'est fixé pour objectif de fournir de l'énergie électrique via le solaire aux populations des milieux urbaines et rurales.

Ainsi, plusieurs initiatives au rang desquelles le Cizo ont été élaborées et conduites par la présidence de la République. A travers ce projet, le gouvernement compte atteindre une électrification de 40% de la population soit 2 millions de Togolais d'ici 2022.

Lors de sa communication, il s'agira pour Komi Sélom Klassou exposer cette stratégie qui place en son cœur, une participation de 50% des énergies renouvelables pour un développement durable

plus assuré. La rencontre dans la capitale américaine qui réunira ces experts en développement durable bénéficie d'un appui de plusieurs partenaires à savoir des promoteurs d'énergie renouvelable comme Seforall (Sustainable energy for All) ainsi que des leaders mondiaux de l'énergie renouvelable. Le cadre devrait servir à améliorer les progrès accomplis par les Etats et le monde en vue d'atteindre de 7ème Objectif de développement durable.

Awih Essoyodou

31ème anniversaire de l'OOAS

Le directeur général de l'institution sous-régionale rappelle les acquis majeurs engrangés

L'Organisation ouest africaine de la santé (OOAS), a célébré le lundi dernier ses 31 ans d'existence. Ce fut l'occasion pour le directeur général de l'institution sous-régionale, le professeur Stanley Okolo, de faire part des grands progrès qui ont été réalisés dans le domaine de la santé au sein de la région ainsi que des perspectives d'avenir.

Depuis sa mise en place, l'OOAS a enregistré de nombreuses réalisations. Parmi elles, la création du Centre régional de surveillance et de contrôle des maladies de la Cedeao, dont le siège se trouve à Abuja au Nigéria, l'harmonisation des politiques pharmaceutiques à travers l'ensemble de la région, la formation et le perfectionnement de plus de 1000 personnels de santé dans

le cadre du renforcement de capacités, l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement en médicaments et vaccins.

On note aussi la création d'un réseau d'institutions nationales de coordination pour la surveillance des maladies et la réponse en situation d'urgence aux épidémies, la mise en place d'un réseau de laboratoires régionaux de référence, la publication d'un document stratégique sur les partenariats

public-privé (PPP) en matière de santé dans l'espace Cedeao, la publication d'une pharmacopée de la médecine traditionnelle (Compendium), la publication de façon périodique d'informations sanitaires relatives aux épidémies, l'organisation périodique d'un forum de partage des meilleures pratiques en matière de santé dans la région.

Enfin, il y a eu la mise en place d'une base de données de collecte d'informations pour le suivi des zoonoses dans le contexte des maladies épidémiques suivant l'approche « une seule santé ». En juin de cette année, à Banjul, la 19e réunion ordinaire

de l'Assemblée des ministres de la santé de la Cedeao a adopté le plan stratégique régional pour la santé mentale en Afrique de l'ouest, le règlement portant création et définition des procédures opérationnelles de la Bio banque régionale de la Cedeao ainsi que des documents techniques communs (DTC) pour l'homologation des médicaments dans la région. Toujours à la 19ème Assemblée à Banjul, les ministres ont approuvé la déclaration de Banjul des Premières dames des pays de la Cedeao sur l'élimination de la fistule obstétricale.

Malgré ces acquis, l'organisation

compte faire davantage. « Dans les années à venir, il nous faudra veiller à ce que nos actions et interventions aient un impact visible sur les populations, en particulier dans les domaines thématiques tels que la santé de la mère, de l'enfant et de l'adolescent, la prévention et le contrôle des maladies transmissibles et non transmissibles, l'accès aux médicaments et aux vaccins de très bonne qualité, la promotion des normes de qualité et de centres d'excellence, et la disponibilité d'informations régionales spécifiques sur la santé », promet le professeur Stanley Okolo.

Edem Dadzie

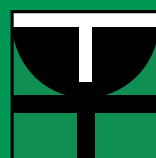
TOUS À L'ÉCOLE

le prêt pour payer l'école de vos enfants



**BOA accompagne
la scolarité
de vos enfants**

www.boatogo.com



BANK OF AFRICA

Groupe BMCE BANK

